



HAL
open science

Analyse économique du désarmement au XXe siècle

Jacques Fontanel, Fanny Coulomb

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Fanny Coulomb. Analyse économique du désarmement au XXe siècle. Jacques Fontanel. Globalisation économique et sécurité internationale : introduction à la géoéconomie, Université Pierre Mendès France, pp.190-212, 2004, Côté cours, 2-86561-282-1. hal-02988444

HAL Id: hal-02988444

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02988444v1>

Submitted on 4 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'analyse économique du désarmement au XXe siècle

Jacques Fontanel

In

Globalisation économique et sécurité internationale

Introduction à la géoéconomie

Université Pierre Mendès-France de Grenoble

Côté Cours

2005

Résumé : L'analyse économique du désarmement est récente, car la guerre a souvent été considérée comme une manifestation normale du conflit entre les hommes. Au XXe siècle, quelques économistes ont considéré que le désarmement constituait un progrès consécutif au développement économique (Veblen) et que la guerre pourrait devenir obsolète (Pareto). Ces conceptions ont été rejetées comme des expressions utopiques par l'analyse marxiste ou l'école historique allemande. Les questions relatives au contrôle de la course aux armements (Richardson), au surarmement (Pigou) ou à la bonne gestion de la fin de guerre (Keynes) ont été concurrencées par celles de la guerre économique, du conflit systémique entre le capitalisme et le socialisme ou de la paix indésirable (Galbraith). L'ONU a souhaité engager des études économiques sur la négociation d'un désarmement en faveur du développement des pays les moins avancés, qui ont permis de mettre en évidence l'intérêt d'une telle procédure de désarmement pour le développement avec de nombreuses études (Leontief & Duchin, UNIDIR).

Summary: The economic analysis of disarmament is recent, as war has often been considered a normal manifestation of conflict between men. In the twentieth century, some economists considered that disarmament was a progress following economic development (Veblen) and that war could become obsolete (Pareto). These conceptions were rejected as utopian expressions by Marxist analysis or the German historical school. Economic analyses concern arms race (Richardson), over-armament (Pigou) or the proper management of the end of the war (Keynes) but they still are interested by economic war, systemic conflict between capitalism and socialism or undesirable peace (Galbraith). The United Nations has sought to undertake economic studies on disarmament negotiations for the development of the least developed countries, which have highlighted the importance of such a disarmament process for development with numerous studies (Leontief & Duchin, UNIDIR).

Mots clés : Désarmement, développement économique, économie du désarmement
Disarmament, economic development, disarmament economic

L'analyse économique du désarmement est finalement récente. Pendant de nombreux siècles, la guerre est apparue comme un phénomène normal, scandant et modelant la vie des hommes. Or, les économistes n'ont jamais réussi, sur ce point comme dans beaucoup d'autres, à développer une théorie unifiée. Deux grandes réponses sur la question des rapports entre l'économie et la paix se sont imposées dans le temps et elles ont constamment cohabité : soit l'économie est analysée comme un instrument de puissance et donc de conflit ou de guerre, soit elle est perçue comme un facteur de paix, par le développement économique que sa connaissance ne peut manquer de conduire. Si l'économie (aussi bien comme méthode scientifique que comme domaine d'étude) est un facteur de paix dans une situation de développement, alors le désarmement devient une résultante de la croissance des richesses. Si elle constitue un instrument de puissance pour les États ou les groupes sociaux, alors elle n'appelle pas au désarmement des pays développés.

Ainsi, pour les mercantilistes, la puissance du Prince constituait l'objectif principal de l'économie et les forces armées devaient assurer la puissance nationale. Ils ne recherchaient pas l'optimum économique, mais l'accroissement du pouvoir de l'État, notamment par la guerre victorieuse et prédatrice. Ils considéraient ainsi qu'il est préférable d'avoir moins de richesses si les autres pays étaient proportionnellement plus pauvres. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est un leurre et une absurdité. Ces idées seront reprises, sous d'autres formes, par List¹³⁶. Pour celui-ci, la paix est souhaitable dans un monde d'États stabilisés sur la base des frontières naturelles, mais en l'état de la situation du milieu du XIX^e siècle, le « laissez faire » conduit à la domination des pays les plus développés. Le

désarmement ne peut être conçu que dans une situation d'équilibre de puissance entre les Nations. C'est donc au pire une utopie ou au mieux une espérance lointaine, assortie à des conditions spécifiques.

Pour les physiocrates et les grands classiques anglais et français, il faut réfuter cette version « dominatrice » de l'économie. La poursuite égoïste des intérêts individuels constitue le fondement de l'intérêt collectif. La constitution de forces militaires est recommandée pour assurer la souveraineté des États. Ainsi, la guerre, phénomène d'abord politique, est une variable expliquée de l'esprit de monopole. Ricardo préconise un désarmement négocié, car il considère que la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement à la guerre¹³⁷. Toujours original, Malthus¹³⁸ fait l'hypothèse selon laquelle la guerre est d'abord le résultat d'une croissance excessive de la population eu égard à l'importance du développement économique. À long terme, du fait de la paupérisation qu'engendre inéluctablement la croissance démographique non contrôlée, l'essor des dépenses militaires constitue une source fondamentale de conflits. Si le contrôle de la population est assuré, les forces de guerre seront maîtrisées.

Pour Marx et Engels¹³⁹, la paix n'a pas de vertu morale en elle-même. La guerre et les conflits appartiennent au champ des superstructures et ils sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Marx redoute surtout les effets des conflits armés sur l'idéal révolutionnaire du prolétariat qui se trouve divisé par les querelles des capitalistes. Le désarmement n'est pas vraiment compatible avec la pérennité du capitalisme. Il n'est réalisable que par la rupture radicale avec le capitalisme et l'émergence du socialisme. La bonne question devrait être formulée ainsi : « comment dépasser le capitalisme belligère par un socialisme garant, à terme, de la paix universelle ? ». Les pensées marginalistes et néo-classiques se sont évidemment démarquées de ces positions, même si le désarmement n'a pas vraiment été abordé dans leur champ d'analyse. Si pour Walras¹⁴⁰, la défense nationale est rejetée hors du champ d'étude de la science économique, la recherche de la paix universelle est au cœur de son projet scientifique. La théorie économique doit conduire au refus des guerres, ce qui constitue un objectif à la portée des générations à venir. Si tous les pays adoptaient le libre-échange, les armées permanentes seraient supprimées et les différends internationaux se régleraient par arbitrage. Le désarmement est le produit de la négociation et de l'économie de marché.

La Première guerre mondiale a marqué une rupture dans le mouvement récurrent des débats théoriques sur le caractère pacifique à long terme de l'économie. Les études sont devenues moins unifiées, plus pragmatiques que les grandes théories du siècle précédent, les économistes, à l'instar de Keynes, étant moins concentrés sur le futur lointain du système que sur le

traitement à court terme des problèmes sociopolitiques. Cependant, les divergences s'accroissent entre ceux qui considèrent que le développement conduira au désarmement et ceux qui pensent que le système ou l'humanité ont le péché originel de la guerre inscrit dans leurs fibres.

La fin de la seconde guerre mondiale va rapidement déboucher sur une course aux armements, avec l'antagonisme entre l'Union soviétique et les pays occidentaux. Le développement de nouvelles techniques d'analyse (notamment l'essor de l'économétrie et de la formalisation) ont permis des études déductivo-empiriques sur les fondements de la militarisation et la mise en place de modèles de course aux armements. Certes, le processus de désarmement a souvent été revendiqué dans les sphères politiques, mais les économistes ne se concentreront sur cette question que lors du dernier quart de ce XX^e siècle, lorsque les coûts des armements pour les grandes puissances militaires commencèrent à susciter des interrogations sur la « fin de l'empire américain » ou sur « l'échec du modèle soviétique ». Bref, le désarmement n'est devenu un thème économique qu'à la fin de ce siècle¹⁴¹.

I. La pensée économique du désarmement avant 1945. **De l'analyse des faits historiques sanglants** **aux doctrines philosophico-économiques**

Les deux théories sur le désarmement comme résultat du développement et sur son caractère indésirable ou impossible dans un contexte de rapports de force et de domination ont conservé leurs partisans, même si ceux-ci ont fait progressivement évoluer les arguments présentés. Par contre, à l'instar des idées de Ricardo et même de Smith, la question d'un désarmement comme une nécessité contre le surarmement et pour le développement économique a été étudiée par des économistes aussi importants que Keynes et Pigou.

1.1. Le désarmement, un résultat du progrès de l'humanité ou du développement économique

Les idées développées sur ces questions par les classiques anglais et français, les socialistes utopiques, les partisans du libre-échange sont restées très fortes. Au fond, le désarmement est analysé soit comme une question politique qui ne relève pas de la science économique, mais du progrès de l'humanité, soit comme le résultat du développement économique.

a) *Veblen, ou le caractère progressiste de la paix*

Pour Thorstein Veblen, l'évolution des sociétés implique un ajustement permanent entre les instincts et les institutions, ce qui rend impossible toute théorie déterministe. Cependant, la paix est plutôt inscrite dans les progrès de l'humanité et le passage d'un État dynastique et guerrier à un État moderne et pacifique¹⁴². À l'origine, les sociétés sont dominées par l'exploitation prédatrice. Inspirée de la théorie de la sélection naturelle de Darwin, Veblen souligne l'importance des rapports de force et il conteste l'hypothèse libérale selon laquelle l'essor des relations commerciales garantirait la paix internationale. Pour l'État dynastique, la paix est avant toute autre chose, c'est-à-dire une période de préparation à la guerre. Dans ce contexte, le désarmement n'est pas nécessairement une avancée de la paix, mais plutôt le résultat d'un processus complexe de rapports belliqueux, exprimés provisoirement dans un autre domaine que celui des armes. Avec sa puissance économique, l'Angleterre peut se permettre de promouvoir l'art de la paix, mais l'Allemagne, qui doit s'imposer comme nation sur la scène internationale, se propose d'abord de renforcer son potentiel militaire. Le sentiment d'identification des individus à la nation est une habitude mentale héritée de l'époque féodale qui renforce les conflits armés. Dans l'Allemagne impériale, les forces collectives sont tournées vers l'agression extérieure. Le nationalisme et la guerre économique jouent un rôle important dans le maintien du système capitaliste. L'avenir n'est pas déterminé. L'hypothèse de l'arrivée d'une classe militaire au pouvoir afin de protéger les propriétaires peut aussi être concurrencée par celle qui revendique la mise en place future d'une société pacifique, régie par la rationalité technique des technocrates, des économistes et des ingénieurs, lesquels se présentent comme les ferments d'une « élite éclairée », capables de maintenir la cohésion sociale sans faire appel au procédé de la désignation d'un ennemi extérieur.

En 1917, Veblen considérait que les ambitions impérialistes du Japon et de l'Allemagne resteraient une cause fondamentale de conflit pour l'avenir. La paix durable passe par l'élimination de la « clique militaire impériale ». Veblen appelle à la formation d'une ligue des neutres (*league of neutrals*), fondée sur la non-discrimination commerciale entre les pays, la suppression des tarifs préférentiels à l'intérieur des empires et la libéralisation de l'industrie et du commerce. Avec l'augmentation des coûts de la préparation et de la guerre elle-même, les sociétés modernes perdent de leur intérêt pour le pouvoir de cohésion nationale des conflits armés. L'avenir de la paix dépend des liens conflictuels entre les tendances dynastiques belligènes et les idéaux pacifistes modernes. Cependant, la modernité devrait à terme l'emporter et, avec elle, le désarmement et la paix internationale.

Knut Wicksell revendiquera aussi la coopération pacifique entre les États¹⁴³ et il soutint la création de la Société des Nations. Il souhaitait une disparition rapide du fardeau des budgets militaires et appelait à l'essor des accords de coopération économique entre les pays. Pour lutter contre le militarisme des pays belliqueux, il lui semblait possible d'exercer des actions économiques de représailles et de protectionnisme économique à leur encontre, mais Wicksell n'était pas certain de l'efficacité économique de ces mesures moralement acceptables. La guerre lui semblait due principalement à la surpopulation et aux structures militaristes. La lutte contre ces deux fléaux est une condition de la paix, par la limitation du potentiel guerrier des États. La réduction de l'importance des frontières nationales et leur abolition à terme constitue enfin des actions complémentaires, que les échanges économiques internationaux peuvent justifier.

b) La guerre, un facteur hautement politique, en voie d'obsolescence

Vilfredo Pareto va s'insurger contre les dérives militaristes des gouvernements européens¹⁴⁴. Si l'étude de la défense nationale n'appartient pas à son système d'analyse théorique, il adhère à l'idée de la spoliation du peuple par les classes dirigeantes et il s'oppose à l'intervention de l'État dans la vie économique. Il est donc exclu que le gouvernement engage un désarmement pour le développement. Inversement, les guerres inconsidérées conduisent à la décadence des civilisations. Le rôle régulateur de la guerre dans les sociétés développées n'est plus légitime, il est même obsolète. L'étatisme excessif et le régime parlementaire empêchent la guerre de disparaître des institutions. Dans ce cadre, l'économie est dépendante de la prévarication du système parlementaire, mais le développement économique des sociétés conduit naturellement au désarmement des Nations.

Pour Schumpeter¹⁴⁵, la question de la défense est exclue de la dynamique interne du capitalisme et, en cela, il s'oppose aux théories de l'impérialisme. Dans le cadre de la « destruction créatrice », processus de mutation industrielle qui transforme constamment l'intérieur de la structure économique en détruisant les éléments âgés au bénéfice des innovations, la guerre n'est pas évoquée. Seules les innovations techniques majeures rythment les cycles de longue période. Favorable aux mouvements de concentration des firmes qui favorisent le développement des économies d'échelle, il estime qu'un État n'est pas en mesure de détenir une situation de monopole, ce qui le conduit à réfuter le concept de guerre et d'armes économiques. L'auto-défense, la pression de groupes particuliers ou la recherche de gains économiques (via les conquêtes coloniales) sont les trois raisons majeures qui justifient les conflits armés. Les guerres et les conquêtes de débouchés n'ont eu qu'une influence mineure dans le développement du capitalisme. Comme

le coût de la guerre sera de plus en plus élevé, les sociétés nationales seront de plus en plus intéressées par le pacifisme et l'application de décisions rationnelles. Pour Schumpeter, contrairement aux analyses de l'impérialisme, la concurrence économique ne mène pas à l'affrontement militaire. La bourgeoisie est fondamentalement étrangère à la mentalité guerrière, trop risquée et coûteuse, les dépenses militaires constituant plus un handicap qu'un stimulant économique. La guerre et la paix sont également probables quel que soit le système économique, elles ressortissent d'une catégorie non économique. La guerre n'est donc pas inscrite dans les structures systémiques, c'est le produit d'une évolution historique. Cependant, la bourgeoisie risque d'échouer dans la représentation démocratique des intérêts économiques, conduisant ainsi des groupes d'intérêts à remettre en cause la démocratie bourgeoise, à vocation pacifiste. L'usure de la dynamique économique diminue progressivement la capacité de la classe au pouvoir de faire face à une agression extérieure. Le capitalisme disparaîtra par décomposition interne, à cause principalement de la bureaucratisation des entreprises et de la disparition de l'esprit d'initiative. Les guerres peuvent constituer des avancées en direction du socialisme. Le développement des relations économiques internationales ne peut suffire à lui seul à enrayer le risque de guerre, lequel est aggravé par l'affaiblissement progressif de la classe bourgeoise au pouvoir. Dans le socialisme, l'innovation sera bridée par la bureaucratie et une économie de type « stationnaire » (en référence avec Ricardo) s'installera, dans le cadre d'accords négociés, notamment sur le thème du désarmement.

1.2. Le désarmement, une utopie systémique ou humanitaire

À la suite de la pensée marxiste, plus préoccupée par les conflits sociaux que par ceux des États, la théorie de l'impérialisme s'est développée au tout début du XX^e siècle. Dans ces analyses, le désarmement est un concept politique sans signification. Les superstructures étant dominées « en dernier ressort » par les conditions matérielles de la société, un désarmement négocié ne peut être que transitoire, « un moment très court de l'histoire », qui ne peut qu'avoir un sens tactique limité. Pour Sombart, la guerre est un facteur irremplaçable de l'évolution des sociétés. Dans ce contexte, le désarmement est soit un facteur conjoncturel, soit l'expression d'une économie stationnaire.

a) L'impérialisme, instrument de la course aux armements

Pour les théories de l'impérialisme, la guerre constitue un thème fondamental du capitalisme. La concurrence entre les États développés pour le

partage des marchés extérieurs et pour l'exportation des capitaux est une nécessité des lois de la baisse et de l'égalisation tendancielle des taux de profit, maladie mortelle du capitalisme. Or, si la pensée marxiste est surtout marquée par le concept de lutte des classes (qui fait plutôt référence à une guerre civile), le concept d'impérialisme explique, qu'à un certain stade de son développement, le capitalisme est aussi producteur de conflits entre les États, ceux-ci étant dominés par les classes bourgeoises nationales. Les conflits internationaux sont le résultat inéluctable des contradictions du capitalisme. Dans ces conditions, le désarmement n'a de sens que dans la construction d'un nouveau système, rejetant la domination de la classe bourgeoise au profit du prolétariat.

Pour Hilferding¹⁴⁶, le capitalisme a atteint un nouveau stade de son développement, celui de la concentration du capital financier, marqué par le renforcement du rôle de l'État comme promoteur des intérêts nationaux à l'étranger. L'armée est au service des grandes entreprises multinationales et la militarisation de la société est inéluctable. Le désarmement n'est concevable que dans le cadre de la production planifiée.

Pour Rosa Luxemburg¹⁴⁷, les contradictions internes du capitalisme conduisent les puissances impérialistes à entrer en guerre. Le militarisme est une caractéristique de l'impérialisme et ce d'autant plus que le secteur militaire dégage une plus-value supérieure à celle des autres secteurs de l'économie. Si les dépenses militaires sont à la source de nouveaux marchés, elles conduisent inéluctablement soit aux conflits impérialistes, soit à un accroissement du rôle économique et financier des pouvoirs publics. L'État conquérant vers l'intérieur et vers l'extérieur a besoin des dépenses militaires pour exercer son contrôle économique. Dans ces conditions, le désarmement n'a de sens qu'après l'avènement au pouvoir du prolétariat.

En 1916, Lénine affirme le caractère systémique des guerres, en germe dans le fonctionnement même du mode de production capitaliste¹⁴⁸. Les guerres sont le résultat des tentatives de nouveaux partages des marchés extérieurs entre les grandes puissances impérialistes. La première guerre mondiale correspond à la montée de la puissance économique allemande face au déclin des capitalismes britanniques et français. Une entente durable entre les grandes puissances impérialistes n'est pas envisageable. En outre, la disparition de l'État bourgeois¹⁴⁹ ne peut se faire sans la dictature du prolétariat en vue de protéger les acquis de la révolution. Dans ces conditions, le militarisme prolétarien est indispensable, pour lutter contre l'impérialisme dominant. Ces idées seront reprises par le modèle de « production prolétarienne militarisée » de Boukharine¹⁵⁰, qui conduit certes à des gaspillages, mais aussi à des développements technologiques utiles pour assurer, à terme, la prospérité économique au retour de la paix. Dans ces conditions, le désarmement n'est pas d'actualité.

b) Sombart, ou l'utilité des guerres pour le capitalisme

Werner Sombart, admirateur de Karl Marx, même s'il ne se reconnaît pas toujours dans l'école historique allemande, exerça une grande influence sur cette dernière. « Le capital... domine le Monde et fait danser nos hommes d'État comme des marionnettes sur un fil »¹⁵¹. Le capitalisme est le résultat de transformations progressives conduites, au moins partiellement, par la lutte des classes. L'État se présente comme une organisation de puissance destinée à renforcer la prospérité de l'économie nationale¹⁵². Historiquement, l'enrichissement était souvent fondé sur l'application de moyens violents. Or, l'État moderne est une entreprise à la fois de guerre et de paix. C'est un mal nécessaire au développement économique. L'armée est une force productive qui dynamise sans cesse le capitalisme, par l'exercice d'effets macro-économiques importants sur l'économie nationale et par les restructurations et les développements technologiques nécessaires aux révolutions industrielles qu'elle suscite. Elle modifie la répartition des fortunes, elle favorise l'essor de l'esprit de compétition, elle incite à l'industrialisation et à la concentration industrielle et surtout elle valorise les valeurs de la compétition et du combat permanent¹⁵³. L'idée de l'économie nationale s'impose dorénavant, en vue de défendre les intérêts capitalistes nationaux. Au fond, les États qui défendent le libéralisme comme facteur de paix sont toujours ceux qui exercent une hégémonie et souhaitent ainsi la conserver à moindres frais.

L'impérialisme domine le capitalisme du début du XX^e siècle, fondé sur la recherche pure de la puissance, la force militaire (qui pousse l'État aux conquêtes), les facteurs nationalistes ou religieux, voire des fondements démographiques. Progressivement, le système capitaliste s'étendra à tous les territoires du monde, mais il aura des difficultés à se développer à l'intérieur même de sa zone d'influence. Le capitalisme devient rentier, il adopte des comportements seigneuriaux et fait de plus en plus appel à la bureaucratie au détriment de l'esprit capitaliste d'entreprise. Il porte en lui le germe de sa destruction et de sa mort. La guerre n'en sera pas pour autant rendue obsolète, d'autant qu'elle varie ses expressions, du conflit armé à la guerre économique. Le désarmement est impossible avec le fonctionnement du capitalisme, sauf éventuellement de manière conjoncturelle, dans le cadre d'un État hégémonique et rentier, dominant militairement et économiquement l'ensemble des autres États. Malgré sa croyance dans les effets de la lutte des classes, Sombart sera très attiré par l'idéologie nazie, fondée sur la domination militaire et la violence. Autant dire que pour Sombart le désarmement ne constitue certainement pas un objectif économique, compte tenu des menaces qui planent sur les richesses des pays développés et sur la productivité des guerres.

1.3. Le désarmement du surarmement

Le désarmement est souhaitable, mais pour Pigou, il est aussi un facteur de guerre s'il est mal contrôlé. Dans le même ordre d'idée, Keynes, au pacifisme défensif de Chamberlin, oppose un pacifisme positif, plutôt tourné vers les sanctions économiques et les alliances militaires que vers l'abandon aux exigences de Hitler.

a) Keynes ou la gestion de l'après-guerre

Keynes va fonder sa réflexion économique sur la défense du libéralisme et de la paix, car il considère que le communisme « est une insulte à notre intelligence »¹⁵⁴. La guerre et la crise économique lui rappellent que le temps est compté et que les décisions politiques peuvent modifier le cours de l'histoire. La connaissance scientifique de l'économie est un facteur de paix (laquelle est une condition du développement économique) face à la tentation totalitaire et aux jeux personnels et aléatoires des hommes politiques. L'appel à la paix lui semble d'une urgence extrême. Keynes recommande alors que les traités de paix soient équitables et non producteurs, à terme, de nouveaux conflits armés. Dès 1921, il préconise le désarmement, dans le cadre du sous-comité de la Société des Nations britannique pour la limitation des armements, en vue d'améliorer aussi la situation économique de l'Europe par une réduction des dépenses militaires¹⁵⁵. Il s'oppose à ce que plus tard on appellera, de manière donc inadéquate, le « keynésianisme militaire », en considérant que si à court terme, la préparation à la guerre peut exercer des effets multiplicateurs, à plus long terme, les dépenses militaires constituent un fardeau, du fait de leur improductivité et de leurs coûts d'opportunité. La sécurité est aussi du ressort de l'économie, car d'une part la crise économique conduit parfois au renversement des démocraties et à l'application de politiques de puissance, et d'autre part la menace du communisme sur la paix de l'Europe ne pourra être contournée sans un développement économique des pays européens.

C'est à ce titre que Keynes va condamner les indemnités de guerre excessives demandées par les Alliés, car l'épuisement économique et l'humiliation d'une grande Nation ne permettent pas la mise en place de bonnes bases pour une société de paix, menacée au demeurant par un bolchevisme de nature conflictuelle. La crise économique de l'Allemagne est une menace pour le développement économique de l'Europe et pour la démocratie. Sur ce point, Keynes aura la confirmation historique de son intuition et de son analyse¹⁵⁶. La paix durable est inconcevable sans une solidarité économique internationale, l'enjeu étant l'harmonisation des intérêts économiques nationaux, en vue d'un réel désarmement militaire. Il faut donc concevoir un partage équitable du fardeau de la sécurité internationale.

Favorable à une Société des Nations (à laquelle il recommande de ne retenir, parmi ses membres, que les États désireux de faire la paix) aux pouvoirs étendus, Keynes proposera même, dès 1929, un soutien financier de celle-ci à l'une des parties belligérantes, afin de dissuader l'autre partie de déclencher les hostilités. Il se déclarera favorable aux sanctions économiques prises à l'encontre de l'Italie dans le même esprit. En 1937, il affirmera que la menace des sanctions économiques serait efficace contre le Japon à neuf chances sur dix¹⁵⁷. Il proposera, en 1938, un Pacte européen responsable de la défense et de la prévention des conflits, par une assistance financière, l'application d'un blocus et une alliance militaire totale. Il ne s'agit donc pas de désarmer, mais d'assurer d'abord la sécurité européenne. Cependant, des dépenses militaires excessives réduisent le potentiel de puissance des États, et donc les possibilités de financer, à terme, la sécurité de demain. Keynes est un précurseur des analyses contemporaines de la défense, en considérant que les variables économiques constituent des instruments puissants de la sécurité nationale, notamment dans les régimes démocratiques d'économie de marché.

b) Pigou et Robbins, ou le refus du surarmement

Pacifiste convaincu, Arthur Cecil Pigou a étudié l'économie de guerre¹⁵⁸. Pour lui, les conflits armés sont partiellement le résultat de désirs irrationnels des nations de dominer les autres. Pigou rejette l'idée selon laquelle le développement économique serait synonyme de paix internationale, notamment l'argument de l'effet dissuasif exercé par son coût croissant. Cependant, le libre-échange est un facteur de paix, au même titre que l'essor des investissements à l'étranger. Les dépenses militaires produisent un service important à l'économie nationale et les dépenses militaires constituent une sorte d'assurance pour la protection des richesses nationales. La défense nationale devient donc une priorité des États. Dans ces conditions, le désarmement n'a pas de sens s'il conduit à favoriser les guerres. Il n'est satisfaisant que dans le cadre d'accords négociés, maintenant un niveau suffisant de sécurité militaire.

Pour Lionel Robbins, les analyses sur l'impérialisme sont inexactes¹⁵⁹. Les relations internationales sont déterminées par les luttes pour la puissance économique et stratégique. Si l'interprétation exclusivement économique de la guerre est démodée (la folie nazie), elle n'en est pas moins importante, même si le désir d'expansion territoriale reste très fort. Dans la période moderne, c'est la lutte pour la puissance qui a été déterminante, attisée par des intérêts particuliers. Pour Robbins, ce n'est pas les intérêts de la classe capitaliste qui est responsable des conflits armés, mais ceux, catégoriels, des industriels qui favorisent les comportements guerriers. Il en appelle à une

diminution de la souveraineté nationale au profit de pouvoirs conférés à une instance internationale. Il souhaite la création des États-Unis d'Europe, capable de garantir la paix durable.

II. De l'analyse économique des contradictions intra et inter systémiques aux analyses économiques des dividendes de la paix

Malgré les conflits internationaux importants, l'analyse économique de la défense, de la paix et du désarmement a été occultée par la réflexion néoclassique, comme si la sécurité internationale ne dépendait pas des conditions économiques. Les dépenses militaires, simples dépenses publiques, sont abordées sous l'angle du « fardeau ». La guerre est analysée d'abord comme une question politique et systémique. Pour les néo-classiques de la seconde partie du XX^e siècle, la fin du communisme devait, par l'application des connaissances scientifiques appliquées à l'économie, conduire à la fin de la guerre (ou de l'histoire). Le développement économique est bien le facteur essentiel de la paix.

Les modèles de course aux armements constituent un révélateur de l'intérêt de la prise en compte des procédures d'action-réaction des stratégies militaires des États. Ils vont être à l'origine de nombreuses recherches soulignant l'interdépendance des variables économiques, politiques et stratégiques dans les situations de conflits inter-étatiques. L'économie est alors perçue comme un facteur de « réduction » des conflits et de stabilisation de la paix, en ce sens que ses objectifs fondamentaux, notamment la lutte contre la rareté et la recherche du bien-être, s'opposent aux dépenses occasionnées par les stratégies de puissance ou de défense.

Ensuite, des économistes marxistes ou radicaux américains cherchent à mettre en évidence l'influence du système capitaliste lui-même sur la pérennité des conflits.

Enfin, les pensées pacifistes proposent une réduction des efforts d'armement en vue de favoriser le développement économique des pays du tiers-monde.

II.1. Les modèles de course aux armements sont-ils symétriques ?

Richardson avait formulé dès 1919 les équations linéaires différentielles qui servirent de base à son modèle. Il pensait que son étude contribuerait à ouvrir les yeux des gouvernements sur les effets pervers de leurs politiques en matière de défense, et empêcherait ainsi le déclenchement d'un second conflit mondial.¹⁶⁰ La parution de son ouvrage de

1960, ainsi que les nouvelles caractéristiques de ce que l'on appelait désormais la « guerre froide », vinrent réveiller l'intérêt des économistes pour ce type d'analyse.

a) Le modèle de Richardson

Richardson entreprend de montrer que le processus d'accumulation des armements, notamment dans le domaine nucléaire, n'a pas un effet pacificateur. Le mécanisme de l'*arms race* peut conduire au conflit armé, si les gouvernements ne prennent pas conscience de la gravité de leurs actes dans ce domaine. Richardson teste la relation entre les dépenses d'armements et le maintien de la paix, à différentes périodes de temps. D'abord, la défense d'un pays est fonction des menaces auxquelles il fait face. Ensuite, le coût des armements exerce une limite aux dépenses militaires, dans la mesure où elle provoque une « fatigue économique ». Enfin l'histoire a conduit les peuples à répondre aux ambitions nationalistes d'annexion ou de reconquête de territoires nationaux qui ont conduit à des haines et des griefs entre les Nations. C'est la fonction de griefs (*grievances*). A court terme, ces coefficients de grief et d'ambition sont constants. Les trois termes du modèle de Richardson représentent les facteurs respectivement stratégique (la sécurité nationale), économique (le poids du fardeau) et politique (les griefs). Appelons t le temps, x le coût de la défense nationale du pays x , y les menaces auxquelles le pays doit faire face, k et l , les « coefficients de défense » (supposés constant et positifs), g et h les coefficients représentant les griefs et les ambitions (supposés constants à court terme), α et β les constantes positives représentant respectivement la « fatigue économique » et les dépenses de maintien des niveaux de défense. Le dernier terme de l'équation représente le potentiel militaire incompressible, indépendant du stock d'armement de l'adversaire (ce que la nation conserverait même si l'adversaire désarmait complètement).

$\begin{aligned} dx / dt &= ky - \alpha x + g \\ dy / dt &= lx - \beta y + h \end{aligned}$

L'équilibre de la course aux armements sera stable (absence de guerre) ou instable (susceptible de conduire à un conflit). Chaque pays cherche à atteindre un niveau d'armement tel que l'acquisition d'armement supplémentaire nécessaire est nulle. Richardson démontre que l'équilibre sera instable si : $lk > \alpha\beta$. La condition d'un équilibre stable est donc remplie quand $lk < \alpha\beta$, c'est-à-dire quand le produit des coefficients de défense est inférieur à celui des coefficients de fatigabilité ou d'inertie des dépenses d'armements (Tableau 1).

TABLEAU 1 - LES PRINCIPAUX RESULTATS DU MODELE DE RICHARDSON

Résultats	Significations
$ky > \alpha x + g$	Course aux armements
$lx > \beta y + h$	
$g=0, h=0, x=0 \text{ et } y=0-$ $g \neq 0, h \neq 0, x = 0, y = 0$	Désarmement et « paix permanente » $dx / dt = g$
$x=0 \text{ et } h < 0$	Désarmement mutuel instable : $dy / dt = h$
$x=0 \text{ et } h > 0-$	Désarmement unilatéral stable Désarmement unilatéral instable (et réciproquement pour un désarmement unilatéral de y)

Richardson a poursuivi son étude du lien entre « les armements et l'insécurité » par une tentative de modélisation de l'importance du développement des « coopérations » entre les États, notamment par les échanges commerciaux, pour assurer la paix internationale. Des coefficients de défense nuls correspondent à une situation de paix. Une valeur négative signifie que les deux pays entretiennent des liens de coopération, et notamment des échanges commerciaux, soulignant l'existence d'une coopération. Les caractéristiques de cette « course à la coopération » seraient symétriques à celles de la course aux armements. Richardson veut trouver quelles forces pourraient exercer des restrictions à l'accroissement des armements, c'est-à-dire infléchir les interactions entre les politiques extérieures des gouvernements dans le sens de la coopération plutôt que de la rivalité stratégique. Pour lui, le développement des échanges commerciaux entre les pays va dans le sens de la pacification des relations internationales. Il estime même qu'entre 1908 et 1914 une réduction des budgets d'armement correspondant à deux jours du coût de la guerre qui a suivi aurait empêché le développement de la course aux armements et sans doute évité la guerre. Cependant, la faible signification statistique de la corrélation entre paix internationale et développement des échanges internationaux dans de nombreux cas, conduira Richardson à nuancer son jugement sur ce point.

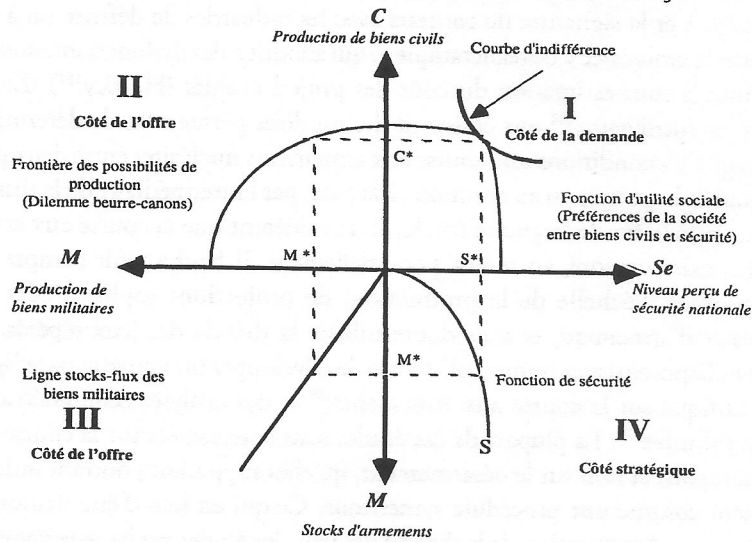
b) Les développements

Le modèle de Richardson a fait l'objet de nombreux approfondissements, concernant notamment son incapacité à :

- expliciter le déclenchement du conflit (Sandler et Hartley¹⁶¹) ;
- à retenir l'hypothèse d'information imparfaite, qui est pourtant la règle dans ce domaine (Fontanel¹⁶², Pastijn et Struys¹⁶³) ;
- à démontrer l'auto-stimulation nationale de la course aux armement qui semble souvent plus importante que la stimulation mutuelle (Wagner, Perkins et Taagepera¹⁶⁴, Lambelet, Luterbacher, Allan¹⁶⁵) ;
- à mettre en évidence une relation crédible entre l'augmentation infinie des armements et la guerre (Luterbacher¹⁶⁶).

Les modèles de *Public Choice* tendent aussi à montrer un lien entre les cycles politiques et la signature de contrats avec les industries de défense ou à dénoncer la croissance « bureaucratique », qui aboutit à des dysfonctionnements, comme la sous-estimation du coût des projets évalués (Hartley¹⁶⁷). Enfin, Brito et Intriligator¹⁶⁸ ont construit des modèles permettant de déterminer dans quelles conditions une course aux armements nucléaires entre deux pays conduit à la guerre, ou au contraire, à la paix, par l'intermédiaire de la dissuasion. Avec la fin de la guerre froide, ils considèrent que la course aux armements existe encore, au moins potentiellement. Il faudra tenir compte des économies d'échelle de la production, de projections sophistiquées des niveaux d'armement, et sans doute utiliser la théorie des jeux répétés, incluant l'apprentissage rationnel, en vue de développer un nouveau paradigme scientifique sur la course aux armements¹⁶⁹ et des analyses économétriques plus robustes¹⁷⁰. La plupart de ces études sont concentrées sur la course aux armements, et non sur le désarmement, qu'elles supposent pourtant indirectement comme une procédure symétrique. Ce qui est loin d'être démontré. Enfin, avec l'application de la théorie des jeux, les études sur les jeux coopératifs ou non coopératifs en matière de désarmement ont mis en évidence les avantages des accords internationaux sur le armements. L'avantage de la coopération internationale en matière d'armements est d'obtenir le même niveau de sécurité, avec des stocks d'armements inférieurs. Cependant, l'équilibre atteint n'est stable que s'il y a une menace de la communauté internationale contre tout comportement individuel non coopératif (opportunisme), dans le cadre d'un partage de l'information sur la sécurité internationale.¹⁷¹ Anderton¹⁷² regroupe tous les déterminants de la course aux armements dans un schéma à quadrants, et représente la course aux armements du point de vue du pays *J*, en statique (ce qui permet de visualiser le processus d'allocation des ressources entre biens civils et biens militaires dans la nation considérée) puis en dynamique. On constate que ce schéma met en relation d'abord la fonction d'utilité sociale entre les biens civils et la sécurité (exprimée par la courbe d'indifférence entre la production de biens civils et le niveau perçu de sécurité nationale), le choix entre la production civile et la production militaire (la frontière des possibilités de production ou le dilemme beurre ou canon), la relation entre la production de biens militaires et les stocks d'armement (exprimant l'importance du renouvellement des armes et la puissance militaire du pays) et enfin la fonction de sécurité (mettant en relation le niveau perçu de sécurité nationale eu égard aux armements disponibles). Un niveau plus élevé d'investissement dans les armements accroît éventuellement le sentiment de sécurité et donc de bien-être, mais cela signifie aussi qu'il y a moins de ressources disponibles pour la consommation du secteur privé et donc qu'ainsi le bien-être diminue.

GRAPHIQUE 1 - L'ALLOCATION DES RESSOURCES DANS LES PAYS J



Allocation des ressources dans la nation J

(D'après : Charles H. ANDERTON, Teaching arms-race concepts in intermediate microeconomics, Journal of Economic Education, Spring 1990, pp 148-166)

Les situations de conflits sont parties intégrantes de l'activité économique. Boulding¹⁷³, en application d'une expression du modèle de Richardson à la théorie des jeux, a adapté les modèles de guerre des prix et de concurrence spatiale aux configurations des frontières ou à l'absorption d'un État par un autre. Le conflit international doit aussi être conçu comme un processus économique. Pour Hirshleifer¹⁷⁴, Wolfson et Shabahang¹⁷⁵, l'analyse des conflits est au coeur de l'analyse économique. La guerre économique se trouve en relation directe avec le concept de course aux armements, d'abord parce que les conséquences économiques de la course aux armements sont identiques à celles de la guerre militaire (avec la réduction de la capacité de production de l'ennemi, de sa consommation, de son bien-être et de sa croissance économique) et parce que les conflits militaires ont souvent une source économique, notamment un déséquilibre global des relations internationales, à la suite des rythmes inégaux de développement économique national. L'économie est une arme. Dans ces conditions, un désarmement ne peut être négocié sans tenir compte des causes économiques qui fondent la course aux armements. Les énormes ponctions sur les ressources économiques nationales en faveur du secteur militaire ont été le facteur principal de l'effondrement du régime soviétique. Wolfson et Farrell¹⁷⁶ avaient appliqué leur modèle de guerre économique à l'affrontement entre les États-

Unis et l'URSS, et ils avaient anticipé l'effondrement de l'URSS si la « guerre économique » continuait à ce rythme. Cependant, aucun système formalisé de ce type n'avait prévu la fin de la guerre froide.

II.2. Les conflits au cœur du système capitaliste

De nombreux économistes marxistes, tiers-mondistes ou radicaux ont développé la thèse selon laquelle le système capitaliste était d'abord un espace de conflits, comme nécessité systémique d'abord, refus de la paix ensuite et violence économique enfin.

a) L'armement, une nécessité systémique

Ces thèses, pour la plupart d'origine marxiste, ont été reprises par des auteurs contemporains. Pour Baran et Sweezy, la structure de l'économie du capitalisme monopoliste est telle qu'un volume constamment croissant de surplus ne rencontre plus de demande solvable. Ce que le gouvernement absorbe s'ajoute et ne se retranche pas au surplus privé¹⁷⁷. Le capitalisme est si puissant qu'il crée un surplus de richesse par rapport à la demande solvable, provoquant ainsi une surproduction permanente. Pour éviter ce surplus, les dépenses militaires improductives assurent la stabilité du système capitaliste. Ce n'est pas le *New Deal* qui a permis de sortir l'économie américaine du marasme, ce sont plutôt les dépenses militaires de la seconde guerre mondiale qui ont permis une forte croissance. Les dépenses militaires constituent bien une solution majeure aux contradictions du capitalisme. Le capitalisme monopoliste a trouvé la réponse provisoire à la stagnation. Il s'agit d'acheter des armes, des armes encore et toujours des armes. Les dépenses militaires servent à absorber le surplus que le capitalisme monopoliste secrète ; la course aux armements est conforme à la logique du capitalisme. Dans le même ordre d'idées, Kidron¹⁷⁸ fait l'hypothèse selon laquelle les dépenses militaires exercent une pression positive sur les profits et qu'elles stabilisent la surproduction des économies de marché. Le désarmement n'a pas d'avenir dans le capitalisme, à moins que celui-ci accepte sa propre disparition. Cependant, les contradictions inhérentes au fonctionnement du Capital conduisent nécessairement à la disparition du capitalisme, au besoin par l'utilisation des armes qui ont servi à sa survie provisoire.

Enfin, pour la théorie du capitalisme monopoliste d'État, le mode de production capitaliste connaît des crises, la véritable limite de la production étant le capital lui-même¹⁷⁹. Il est condamné à disparaître pour avoir trop bien réussi. Les industries de défense offrent aux capitalistes les avantages des mécanismes du marché, sans les inconvénients. L'État finance la recherche-développement, il garantit les débouchés par ses commandes à long

terme et ses aides aux exportations. Son action est essentielle pour maintenir le système économique en place, pour en réduire provisoirement les excès et éviter la révolution prolétarienne.

b) La paix indésirable

Pour Galbraith¹⁸⁰, un désarmement accompagné d'une réduction des tensions internationales aurait des effets négatifs sur l'économie et la société américaines. En effet, la subordination des citoyens est dépendante de la sécurité internationale, la menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales, les facteurs susceptibles d'accomplir les fonctions sociales des conflits armés sont difficiles à mettre en place au même titre que les substituts au gaspillage nécessaire pour réduire la surproduction, et les rapports de domination avec les autres États sont essentiels pour la richesse des grandes puissances.

Pour Jacques Attali¹⁸¹, la guerre est même la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. Dans ces conditions, le désarmement passe par une transformation profonde des modes de production dominants. Sans cette condition, toute procédure de désarmement qui ne se limite pas à réduire le surarmement est dangereuse. Pour les partisans de l'utilisation de l'industrie militaire comme « secteur-clé » de l'industrie nationale, le désarmement est susceptible d'engendrer une sévère poussée du chômage et une baisse importante du revenu des travailleurs. Si cette thèse semble omettre que l'armement est un secteur d'activité faiblement producteur d'emplois, un désarmement n'est pas non plus la panacée au chômage, car les reconversions d'activité ne sont généralement pas très aisées, compte tenu des impératifs économiques du secteur privé¹⁸².

c) Du conflit armé à la guerre économique

Dans la situation économique internationale récente d'une lutte systémique entre le capitalisme et le socialisme, l'idée de l'arme économique ne répondait pas seulement à la volonté ponctuelle d'un État d'affaiblir un pays ennemi, elle s'appliquait aussi à certaines situations de concurrence, de compétition, de conflits. Il s'agissait, pour les pays concernés, non pas d'accroître immédiatement leur bien-être national, mais plutôt de développer leur puissance économique et stratégique relative. L'équilibre de la terreur favorisait l'essor de la stratégie indirecte par rapport à la stratégie directe et l'arme économique apparaissait comme un moyen d'action évitant le recours éventuel à la violence armée. Les sanctions économiques appartenaient aux instruments d'action des États en vue de satisfaire des objectifs

politiques dans le cadre des rapports Est-Ouest et Nord-Sud. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts constituent autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures de défense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution¹⁸³. L'arme économique est souvent inscrite dans les conflits guerriers, puisque l'économie fournit les moyens militaires de lutte contre l'ennemi. Il s'agit notamment d'affaiblir l'ennemi potentiel (par le refus d'échanges commerciaux de produits et services importants pour leur croissance économique), d'engager une stratégie d'appauvrissement (par une course aux armements paupérisante), de décider une politique de rupture (en vue d'accroître les difficultés politiques et sociales de l'adversaire), de développer des stratégies de la violence et de la domination (par le soutien à des intérêts divergents de l'État ennemi) ou enfin de mener une action globale de coopération (conduisant à créer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix).

Depuis la fin de l'expérience soviétique, l'idée de la mondialisation semble aller de pair avec celle de la paix universelle. Pourtant, la mondialisation est aussi perçue comme l'expression d'une guerre universelle et permanente¹⁸⁴. Aujourd'hui d'ailleurs, la guerre économique reste d'actualité pour les « rogne countries », mais dans le cas d'espèce, il s'agit de motifs politico-militaires précis. Dans une polémique récente, Krugman contestait fortement l'idée de la guerre économique, au contraire de Paul Kennedy, qui fondait une partie de ses thèses sur l'économie comme arme¹⁸⁵. Paul Krugman¹⁸⁶ conteste fortement l'idée selon laquelle les États se livreraient une compétition à somme nulle, à qui perd gagne. C'est une analyse simpliste, qu'il appelle la « théorie pop du commerce international », qui fait fi de tous les acquis biséculaires de la science économique. Si l'économie européenne se porte bien, ce n'est certainement pas au détriment des États-Unis, mais plutôt à son avantage. L'application des règles du libre-échange fondées sur les avantages comparatifs reste, d'après Krugman, globalement justifiée.

Pour Lester Thurow¹⁸⁷, la triade entre dans une bataille économique intense. Elle s'apparente à une guerre que les États-Unis ne peuvent pas se permettre de perdre. Certes, les États-Unis sont encore très dépendants de leurs facteurs économiques internes, mais il n'empêche que le danger se précise et qu'il est encore plus fort pour les autres économies nationales. Or, il faut lutter avec les armes dont on dispose, notamment en protégeant les secteurs à haute technologie, en aidant les entreprises américaines victimes des subventions des entreprises étrangères, en favorisant les secteurs à haute valeur ajoutée et en agissant fermement dans les instances internationales pour favoriser le développement de l'économie américaine. C'est aussi un choix politique fort, qui se substitue partiellement à celui qui prévalait

pendant la guerre froide. Cette fois, l'ennemi est plus pernicieux, il est parfois même un ami. Le concept de « guerre économique » perd de son sens à partir du moment où elle exprime d'abord et avant tout les situations de concurrence et de négociations inter-étatiques inhérentes au fonctionnement du capitalisme.

II.3. Pour un désarmement négocié, en faveur du développement

Les États doivent protéger leurs richesses sous peine d'être à terme privés de leurs droits sur la distribution mondiale des richesses. L'armement est alors une nécessité vitale pour les pays développés.

a) Les effets économiques du désarmement

En règle générale, les dépenses militaires sont présentées comme des dépenses improductives. Dans ces conditions, leur diminution favorise la croissance économique. Pour Nef¹⁸⁸, la paix stimule l'activité économique des États et Seymour Melman¹⁸⁹, en contrepoint, souligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie : perte de compétitivité, développement de la bureaucratie, diminution de l'investissement productif, apparition de complexes militaro-industriels. Dans le même ordre d'idée, Lester Thurow¹⁹⁰ considère que le réarmement américain depuis 1980 a été un facteur d'inflation, de déficit budgétaire, de déficit de la balance commerciale et en fin de compte de récession pour l'ensemble du monde. Or, les faits ne coïncident pas toujours avec cette pensée irénique. Il existe, en effet, trois grandes formes de désarmement : la destruction de matériels militaires, la réduction des dépenses militaires, l'interdiction de la production de certains types d'armes. La première implique des coûts additionnels, de destruction et de contrôle. La seconde, l'interdiction de certaines productions d'armes (nucléaires, chimiques), constitue indirectement une volonté de contrôle d'armements, qui soulève des problèmes de conversion industrielle. La troisième conduit à des pertes d'emplois à court terme et à l'apparition d'effets d'inertie importants susceptibles de provoquer des difficultés économiques considérables à un secteur économique ou à une région. Dans ces conditions, le désarmement s'apparente plus à un investissement qu'à la production de dividendes de la paix¹⁹¹. Les résultats des études économétriques ne se sont pas toujours avérés satisfaisants pour nous éclairer sur la relation entre les dépenses militaires et la croissance économique, car ils sont souvent contradictoires. Il suffit pour vérifier cette affirmation, de considérer quelques analyses comparables dans le temps et l'espace, qui ont produit des résultats différents. Les études comparatives des effets des dépenses militaires sur les économies nationales mettent en évidence l'influence faiblement négative des dépenses militaires

sur la croissance économique. Plusieurs facteurs peuvent modifier cette relation, notamment le caractère dual de la recherche-développement, le niveau de développement économique, l'importance des dépenses militaires et de l'industrie nationale d'armement, la situation de plein-emploi ou de sous-emploi. De manière générale, l'effort militaire réduit l'investissement et donc les potentialités futures de développement, la technologie militaire est moins soucieuse de rentabilité que celle du secteur civil et les forces armées attirent des personnels qualifiés qui manquent parfois au secteur civil (effet d'éviction). La relation de substitution entre l'investissement et les dépenses militaires est assez généralement reconnue, même si trois facteurs peuvent l'infirmier : l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense, la structure des dépenses militaires et le niveau de la croissance économique¹⁹². Dans un texte très discuté, Emile Benoit¹⁹³ met en évidence des corrélations laissant supposer que l'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays en voie de développement et ne constituerait pas un obstacle à leur développement économique. Cette analyse a été fortement contestée sur la forme (analyse économétrique) et sur le fond, notamment par Deger et Smith¹⁹⁴. Les études empiriques de l'impact des dépenses militaires sur les économies du Tiers-Monde ont produit des résultats très divergents. Autrement dit, selon les périodes et les pays, les dépenses militaires exercent des effets contradictoires, qui n'apparaissent pas toujours négatifs à court terme.

À plus long terme, la question reste ouverte. Pour le rapport des Nations Unies, la course aux armements gaspille des ressources,..., entrave les efforts nationaux de développement et menace les processus démocratiques... Les dépenses militaires n'ont pas, à long terme d'influence positive sur la croissance économique. Le secteur des armements est supposé non productif et une redistribution en faveur du secteur civil ne peut avoir que des effets positifs. Cependant, l'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'utilisation effective des capacités productives des économies nationales. Pour Galbraith¹⁹⁵, les dépenses militaires constituent un volant de sécurité à grande inertie, partiellement destiné au contrôle de la croissance du surplus. Pour De Grasse¹⁹⁶, le secteur militaire faisait bénéficier l'économie civile de retombées technologiques importantes, d'innovations décisives et d'effets de productivité. Dans ces conditions

b) La conversion des industries militaires

L'existence d'une industrie nationale d'armement, surtout lorsqu'elle est fortement intégrée dans le tissu industriel, est un facteur dissuasif du désar-

mement, sauf à découvrir des processus de conversion économiques rentables de substitution. En France, les constructions navales et l'industrie aéronautique sont très dépendantes du secteur militaire et un désarmement trop rapide serait susceptible de remettre en cause leur existence même¹⁹⁷. En outre, les matériels militaires n'ont pas toujours d'applications civiles évidentes (comme l'avion invisible ou les missiles). Les obstacles du secret militaire et des règles administratives très strictes sont considérables et créent une véritable culture d'entreprise, peu conforme aux exigences du marché. Le complexe militaro-industriel s'est vu attribuer le leadership de secteurs industriels vitaux, en introduisant un nouveau système de valeurs, de nouveaux modes de fonctionnement, à partir de l'absence de marché, de monopsones, de monopoles, de sécurité du profit, de nouveaux horizons-temps des décisions économiques. Les produits militaires sont capitalistiques, coûteux, complexes, sophistiqués, avec une forte tendance au mauvais fonctionnement ; ils répondent à l'obsession de la performance technologique, ils réduisent le rôle de l'homme dans le processus de décision, il planifie l'obsolescence. La conversion immédiate du secteur militaire en productions civiles s'avère souvent inadéquate, pour des raisons technologiques (inadaptation rapide d'une technologie militaire sophistiquée aux contraintes d'une production de masse), commerciales (le marché est déjà fortement encombré), ou économiques (le prix de revient des produits issus de la conversion n'étant pas compétitif). Les partisans de la conversion directe (de l'épée aux charrues) considèrent qu'il existe souvent des opportunités importantes dans le secteur civil qui n'ont pas été exploitées. C'est oublier un peu vite les coûts excessifs de la conversion des installations industrielles et du recyclage des forces de travail, le prix prohibitif du droit d'entrée dans les marchés civils et les coûts de changement d'une culture industrielle dépendante de la politique de défense du gouvernement à une culture basée sur l'entreprise. Enfin, le Complexe militaro-industriel (CMI) dispose de privilèges et d'appuis politiques et économiques non négligeables. Ces analyses de la conversion restent très descriptives et normatives¹⁹⁸. Pour le Rapport de l'UNIDIR¹⁹⁹ pour l'Assemblée Générale des Nations Unies, il est inexact de parler de dividendes de la paix, car toute procédure de conversion est coûteuse.

c) Le désarmement pour le développement

Sous l'égide notamment des Nations Unies²⁰⁰, des études portant sur les effets économiques d'un désarmement ont été engagées notamment par des économistes de renom, tels que Wassily Leontief, Jan Tinbergen, Gunnar Myrdal ou Lawrence Klein²⁰¹. Ainsi, Leontiev et Duchin ont simulé plusieurs scénarios de dépenses militaires jusqu'à l'an 2000 en utilisant le mo-

dèle d'échanges interindustriels de l'économie mondiale construit pour les Nations Unies. Les conclusions qu'ils en tirent sont en apparence très claires. Le désarmement conduit à une amélioration substantielle de la croissance économique de toutes les régions du monde, à l'exception des pays en développement, producteurs de pétrole. Cependant, cette analyse s'avère contestable, du fait du caractère faiblement significatif des résultats obtenus. Plusieurs modèles²⁰² ont simulé l'impact d'une réduction des dépenses militaires accompagnée de transferts en faveur des pays du Tiers-Monde. Les résultats sont globalement favorables au désarmement pour le développement puisque si à court terme, les pays développés peuvent subir une légère réduction de leur taux de croissance, à plus long terme, les effets sont plutôt positifs, même s'ils ne sont pas toujours très significatifs statistiquement. Il en résulte un rétrécissement des écarts de croissance qui existeraient en l'absence d'un tel transfert. La question est alors de savoir si les pays développés souhaitent une telle conclusion, étant entendu que les écarts de revenus sont des indicateurs intéressants de satisfaction des besoins des populations. Ces effets jouent plus profondément et plus rapidement s'il existe des mesures de libéralisation des marchés et de la monnaie, mais les gains éventuels peuvent aussi disparaître du fait de l'évolution des termes de l'échange, de l'évolution des taux d'intérêt nationaux et des remboursements de l'endettement. En fait, la signification statistique des modèles est relativement faible dans ce contexte, étant entendu que l'hypothèse *ceteris paribus* qui prévaut dans l'application des techniques économétriques est largement remise en cause par l'événement exceptionnel que constituerait une véritable procédure de désarmement.

L'idée d'un désarmement pour le développement n'est pas nouvelle, car les dépenses militaires ont toujours été conçues comme des dépenses improductives, dont la réduction devait, au moins à long terme, conduire à un surplus de croissance de l'économie mondiale. Cependant, dans un monde d'États souverains, la sécurité des Nations constitue une priorité et une contrainte, que les économistes n'ont pas toujours perçues de la même manière.

Le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. C'est en tout cas la thèse présentée par les partisans du Nouvel Ordre Economique International. Dans ces conditions, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays des plus pauvres.

Les transferts peuvent faire aussi l'objet de sordides calculs d'intérêt tendant à habituer des populations à un type de consommation les rendant dépendantes des pays développés. Ainsi, James Lebovic²⁰³ a pu mettre en évidence la prédominance, sous les présidences Carter et Reagan, des considérations politico-militaires dans l'aide étrangère américaine. Il faut donc

que les pays en voie de développement évitent que le transfert ne soit, au total, paupérisant. Il n'empêche que le désarmement peut être une chance pour le développement, notamment celui des pays les moins avancés.

CONCLUSION

Il faut rappeler l'importance du développement économique de toutes les Parties comme instrument essentiel de sécurité internationale. Il est incontestable que la réduction des dépenses militaires exerce des effets positifs sur la croissance mondiale à long terme, mais une répartition tolérable des flux de richesse est une condition de la paix. Lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale et le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement.

Aujourd'hui, une association d'économistes de renom propose la réduction des dépenses militaires, en vue de favoriser le développement économique dans le monde. Cette prise de conscience devrait susciter de nouvelles études sur la relation entre la paix et l'économie et participer ainsi, comme l'espéraient en leur temps Adam Smith, Jean-Baptiste Say, Leon Walras ou John Maynard Keynes, au développement des forces de paix au détriment de celles des conflits et de la guerre.

Bibliographie

- Baldwin, D.A. (1985), *Economic Statescraft*, Princeton University Press.
- Baran, P., Sweezy, P. (1966), *Le capitalisme monopoliste*, Maspero, Paris
- Boukharine, N. (1915), *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Anthropos
- Boulding, K. (1982), *Conflict and Defence*, Harpers, N.Y.
- Brito & Intriligator (2000), *Arms races, Defence and Peace Economics*
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2002), *Disarmament: A century of Economic Thought, Defence and Peace Economics*, (28)
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2001), *Economie du désarmement*, Pax Economica, Grenoble
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.
- Fontanel, J. Smith, R. (1987), *The creation of an International Disarmament Fund for Development in Defence, Security and Development*, McMillan.
- Fontanel, J. (1993), *The economics of disarmament*, in *Handbook of Defense Economics*, North Holland, Elsevier Sciences
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG. Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M., (1995). *The principles of arms conversion in the case of Russia. Defence and peace economics*, 6(3),
- Fontanel, J. (1993), *Disarmament for development in favour of developing countries*, *The Economics of International Security, Essays in Honour of Jan Tinbergen*, McMillan.
- Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.
- Fontanel, J. (1995), *Dépenses militaire et désarmement*, Publisud.

- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble
- Galbraith, J.K. (1984), *La paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Levy, Paris.
- Hilferding, R. (1910), *Le capital financier, étude sur le développement récent du capitalisme*
- Keynes, J.M. (1934), *The new stateman and Nation*, Mc Millan.
- Kidron, M. (1970), *Western capitalism, since the war*. Penguin Press.
- Krugman, P. (1994), *The illusion of conflict in international trade*, *Peace economics, Peace Science and Public Policy*, n°3.
- Lenine (1916) *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.
- List (1887), *Le système national d'économie politique*.
- Looney, R.E. (1988), *Third-World Military Expenditure and Arms production*, Mc Millan Press.
- Luxembourg, R. (1913), *L'accumulation du capital*, Maspero.
- Malthus, R. (1803), *Principes d'économie politique*
- Marx & Engels (1960) *Le Manifeste du Parti communiste*.
- O'Neil, B. (1997), *Game theory models of peace and war*, *Handbook of Game theory*, Elsevier.
- Pareto V. (1987) *Libre-échangeisme, protectionnisme et socialisme*, Droz, Genève.
- Pigou, A.C. (1921), *The political economy of war*, McMillan.
- Richardson, L.F. (1960), *Arms and insecurity*, Benwood, N.Y.
- Sandler & Hartley (1995), *The Economics of Defense*, Cambridge University Press.
- Schumpeter, J.A. (1942), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot.
- Shkaratan, O. and Fontanel, J., 1998. *Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex*. *Defence and Peace economics*, 9(4),
- Smith, R., Dunne, J.P., Nikilaidou, E. (2000), *The econometrics of arms race*, *Defence and Peace economics*.
- Sombart (1936) *L'apogée du capitalisme*, Payot.
- UNIDIR (1993), *Economic Aspects of Disarmement. Disarmament as an Investment process*, United Nations
- Veblen, T. (1917) *An enquiry into the nature of peace and the terms of its perpetuation*